



attac

Le Courriel d'information

n°351 – Mardi 23 juillet 2002

DUR DEVELOPPEMENT

Dans ce numéro

1. Le NEPAD occidentalisé : l'indispensable réforme (Par Yves Ekoué Amaïzo)

Défendre ses droits est-ce la même chose que défendre ses intérêts ? C'est l'un des sujets en philosophie du Baccalauréat de juin 2002 en France. La réponse est en principe négative malgré les multiples nuances et exceptions. Mais pour le G8 réuni à Kananaskis, Alberta au Canada le 26-27 juin 2002, il n'y a pas de doute : c'est oui dès que l'on parle de l'Afrique ! Pour les Africains, c'est plus compliqué. Il semble que le droit se confond avec la notion de " justice ". C'est ainsi que de nombreux quiproquos apparaissent dans les négociations entre les dirigeants africains et ceux des pays du G8 ; le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, plus connu sous le sigle anglais NEPAD.

2. Genova libera ! (Par Laurent Jésover)

150 000 personnes ont de nouveau manifesté pacifiquement à Gênes ce week-end. Il ne s'agissait pas seulement de commémoration, mais de mémoire et d'avenir. Une génération a repris possession de la ville, a libéré toutes les rues et les avenues, les places de la zone rouge. Elle a réaffirmé notre détermination commune en scellant ensemble une victoire, celle contre le G8 qui s'épuise et pourrait être en voie de disparition.

3. Pour une autre politique énergétique et minière de la Banque mondiale (Par Campagne IFI. France)

Dans la perspective du prochain Sommet des Nations Unies sur le Développement Durable qui aura lieu du 26 août au 4 septembre 2002 à Johannesburg (Afrique du Sud), la Banque mondiale affine sa stratégie de communication et centre son discours sur la protection de l'environnement. La sincérité de ses nouveaux engagements en matière de développement durable ne saurait toutefois résister à l'analyse des faits.

4. Sommet mondial du développement durable de Johannesburg : Des signes avant-coureurs peu encourageants (par Agnès Sinai)

S'il se poursuit au rythme actuel et s'il se généralise à la planète entière, le mode de développement des sociétés industrielles met en péril la biosphère. Le changement climatique, lié au réchauffement de l'atmosphère, n'est pas un scénario de science-fiction mais un ensemble de phénomènes appelés à s'amplifier. La désertification s'étend : si elle n'est pas enrayée, en Afrique, quelque 60 millions de personnes quitteront la région sahélienne pour des lieux moins hostiles au cours des vingt prochaines années, selon Kofi Annan.

Le NEPAD occidentalisé : l'indispensable réforme

Par Yves Ekoué Amaïzo. Economiste, ONUDI

Défendre ses droits est-ce la même chose que défendre ses intérêts ? C'est l'un des sujets en philosophie du Baccalauréat de juin 2002 en France. La réponse est en principe négative malgré les multiples nuances et exceptions. Mais pour le G8 réuni à Kananaskis, Alberta au Canada le 26-27 juin 2002, il n'y a pas de doute : c'est oui dès que l'on parle de l'Afrique ! Pour les Africains, c'est plus compliqué. Il semble que le droit se confond avec la notion de " justice ". C'est ainsi que de nombreux quiproquos apparaissent

dans les négociations entre les dirigeants africains et ceux des pays du G8 ; le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, plus connu sous le sigle anglais NEPAD, n'y fait pas exception surtout s'il est question d'obtenir 64 milliards de \$ EU d'aide pour lancer cette énième initiative, 40 ans après les indépendances. Au Canada, les sujets sont clairs : la relance économique mondiale, le terrorisme avec une volonté des Etats Unis d'en découdre avec l'Irak, l'éducation primaire pour tous d'ici 2015, le protocole de Kyoto sur l'environnement, et la contribution au fond spécial pour le NEPAD.

L'Afrique : un bien public global ?



attac

Compte tenu de la pratique des dirigeants du G8 envers l'Afrique, la réponse pour le canadien Jean Chrétien, le français Jacques Chirac, le Russe Vladimir Putin, l'américain George W. Bush, le britannique Tony Blair, l'allemand Gerhard Schröder, le japonais Junichiro Koizumi, l'italien Silvio Berlusconi ne peut qu'être oui puisque c'est à partir de la conception occidentale de leurs intérêts collectifs et particuliers que se modèle le droit. Ce droit dit " international ", mais principalement occidental, vient donc conforter ou augmenter des positions de rapports de force changeants au sein même du G8, souvent en fonction des rapports de forces économiques et militaires et des possibilités de rétorsion effectives. L'Afrique ne dispose ni de la force, ni de mesures de rétorsion. Elle ne dispose que de sa capacité à s'unir pour influencer collectivement la structuration d'un droit international qui renforce le principe sous-jacent de l'inégalité des pays face au droit de propriété. Pour être clair, tout ce qui est sur le sol des pays du G8 est une propriété du G8 et il n'est nullement question pour des Africains de rêver même à en contrôler une parcelle. Par contre, tout ce qui est sur le sol africain est considéré comme un bien public global, qu'il faut nécessairement " partagé " inégalement avec l'Occident, surtout si ce dernier en est dépourvu.

Sur la base de ce principe et pour faire fonctionner leur économie, il est donc légitime que les membres du G8 s'organisent, y compris avec des dirigeants africains publics et privés, pour s'octroyer, à moindre coût, l'usufruit de ce qu'ils considèrent comme un bien commun, quant il ne s'agit pas tout simplement de l'annexion d'un espace, d'un bien ou d'un service public. Privatisation ou vente au gré à gré en toute non-transparence ne sont que des instruments facilitant les transferts et le contrôle de biens publics globaux au profit de non-Africains. C'est ainsi que le G8, constituant 13,9 % de la population mondiale en 2000, s'accapare les 67,5 % du revenu mondial (produit intérieur brut) alors que les pays à revenus faibles et intermédiaires, représentant 85,1 % de la population mondiale, ne disposent que de 21 % du revenu mondial bien que l'essentiel des richesses se trouve sur leur territoire . En fait, les dirigeants africains se contentent de leur indépendance sur papier et refusent de s'organiser collectivement pour leur indépendance économique. Il y a donc peu de chance d'amélioration du bien-être de la population en Afrique si ces mêmes responsables ne prennent pas conscience qu'ils ne sont reçus formellement dans les chancelleries occidentales que s'ils acceptent le principe du bien public global sur leur territoire et facilitent les accès aux

ressources non sans contreparties. Pour certains, cette situation de rente est même recherchée et aboutit parfois au partage des rôles, ceci aux dépens de la population locale. La formule magique est simple : fournir le bien public global à moindre coût à l'Occident et en retour, pas d'ingérence dans la gestion locale du territoire africain sauf en cas de menace de déstabilisation réelle ou supposée, d'où les abus en matière d'injustice sociale, d'accès à l'information et d'atteinte aux droits de l'homme doublés par la promotion d'une démocratie de façade. La transition entre les présidents Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana à Madagascar en est hélas une illustration malheureuse projetée au devant de l'actualité. Il y a confusion totale entre droit et intérêts sauf quand il s'agit de prendre en compte ceux de la population. L'OUA n'a pas osé prendre position à Adis Abeba.

NEPAD : les chefs d'Etat africains doivent changer leur approche

Les dirigeants africains, sur la base des injustices coloniales, tout en oubliant les nouvelles qu'ils ont générées au niveau de la société civile, estiment avoir un " droit " à la mansuétude et à l'aide au développement. En l'espèce, il s'agit d'obtenir une enveloppe financière pour le NEPAD, bien que certains chefs d'Etat s'en défendent. Les incessantes désillusions, suite au silence des dirigeants occidentaux lors de la conférence sur le financement du développement de Monterrey au Mexique (mars 2002), auraient dû faire réagir les dirigeants africains. L'absence des dirigeants des pays du G8, lors la conférence de la FAO à Rome de juin 2002 sur la faim dans le monde, ne fait que rappeler que la sécurité alimentaire des pauvres est le dernier de leurs soucis. Il n'est donc pas question pour les dirigeants occidentaux d'aider mais d'éviter de passer pour des égoïstes auprès de leurs concitoyens, ni plus, ni moins. A Kananaskis, il faut sortir du cynisme sinon le G 8 perdra toute crédibilité quant à sa volonté réelle d'aider les pauvres.

Les dirigeants africains doivent modifier leur approche en choisissant des projets et programmes qui servent réellement, et en priorité, les 70 % de la population africaine vivant en zones rurales et, en conséquence, revoir leur démarche actuelle d'organisation de la mobilisation de ressources financières pour le NEPAD. Avec des exportations de biens 27 fois inférieures à celles de l'Union Européenne, l'Afrique accuse un solde commercial négatif du fait de budgets trop importants liés à l'importation de biens manufacturés. Pourtant, un effort direct du NEPAD pour éviter les pertes après récoltes



attac

devrait tripler les exportations africaines de nourriture qui stagnent à 17 % du total des exportations africaines en 2000 (voir tableau 1), alors que l'essentiel de l'aide alimentaire est composé justement de nourriture provenant des excédents subventionnés des pays riches.

Les dirigeants africains savent-ils que si seulement ils s'organisaient collectivement pour supprimer les pertes agricoles après-récoltes en améliorant le stockage, la conservation, le conditionnement, le transport, l'information de mise à disposition des consommateurs locaux et internationaux, les échanges de compensation intra-régionaux, la transformation industrielle, et l'accès à l'énergie en zone rurale, l'Afrique réduirait de près de 90 % ses dépendances alimentaires vis-à-vis du monde extérieur. La corruption sera d'ailleurs automatiquement réduite de 50 % et l'endettement aussi. Il s'agit donc de revoir le NEPAD à partir de la demande sociale pour retrouver une légitimité avec la société civile, directement ou à travers les parlements qui ne sont pas des caisses d'enregistrement. L'accent doit être mis sur la réduction de la pénibilité du travail des femmes, sur les discriminations et les injustices dont elles font l'objet du fait du " machisme " ambiant en Afrique. Elles représentent pourtant plus de 50 % de la population africaine et sont quasiment absentes en termes de représentativité dans le NEPAD.

Le NEPAD occidentalisé est de plus en plus " anti-social "

En moins de deux ans, on est passé de la nouvelle initiative des Africains au NEPAD favorable à la logique occidentale et libérale d'organisation collective de l'accès aux ressources africaines en inversant les vérités économiques. Ce ne sont pas, par exemple, les investissements étrangers directs qui contribuent à créer la croissance pour les pays pauvres, mais la croissance qui attire les investisseurs étrangers directs. Ce n'est pas la production pour les marchés d'exportation qui assure la pérennisation des emplois productifs mais la recherche de la satisfaction des marchés de proximité. Ce ne sont pas les nombreuses ponctions (fiscales, officielles ou mafieuses) qui favorisent l'organisation libre des marchés locaux mais une meilleure organisation du pouvoir d'achat et une distribution réelle de revenus basés sur le travail (et non sur la rente) qui favorisent la relance par la demande, l'émulation et la compétitivité au niveau local avec comme conséquence une meilleure lisibilité de l'assiette fiscale...

Bref, les économistes africains devraient se réveiller pour montrer que les affirmations péremptoires des grandes institutions internationales ne sont pas toujours confirmées sur le terrain. Il ne s'agit souvent que de théories visant à déformer la réalité au profit des intérêts du G8. Certains arguments utilisés par le G8 sont pourtant pertinents. Le président George W. Bush et son administration n'ont-ils pas raison de s'interroger sur le gaspillage et donc sur l'inefficacité de l'aide octroyée surtout lorsqu'elle tombe dans les mains de gouvernements corrompus ? Mais où est la solidarité de ce président américain lorsqu'il affirme qu'il " comprend les problèmes africains " après avoir introduit des subventions agricoles pour protéger les quelques riches agriculteurs américains ? Pour l'Administration américaine, défendre ses droits est bien la même chose que défendre d'abord ses intérêts, même aux dépens des autres membres du G8. En l'occurrence, il s'agit même de se placer " hors-droit " puisque c'est le plus fort qui forge le droit. La réponse africaine : le silence parce que cette Afrique a peur de s'organiser collectivement pour parler d'une même voix. Les pressions individuelles sur les chefs d'Etat ne sont pas étrangères à cet état de fait.

On en arrive même à une aberration. Au Canada, le NEPAD, défendu par les présidents sud-africains, sénégalais, nigériens, algériens au G8, fera l'objet d'une " correction " par les pays du G8. Quid du plan d'action de Lagos qui reste la référence non financée par les Occidentaux ! C'est donc un NEPAD revu et corrigé à la sauce libérale et sans piments qui risque d'être présenté pour endos en juillet 2002 en Afrique du Sud, au sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine, en métamorphose avancée vers l'Union africaine. Quelle Union Africaine sans programmes sociaux ? L'option toute libérale de plus en plus adoptée par le NEPAD rappelle que les chefs d'Etat font des concessions sur des points qui sont vitaux pour la population, population qui n'a jamais été convenue à se prononcer par un référendum sur son soutien à une initiative de dirigeants africains qui ne la représentent pas toujours. Le NEPAD doit-il être anti-social pour bénéficier des maigres subsides d'un G8 qui se soucie plus du " qu'en dira-t-on de leurs électeurs " que du développement de l'Afrique ?

Le réveil tardif de l'intérêt des Etats-Unis pour l'Afrique

Les Africains partent au Canada sans illusion. Le G8, sous la houlette des Américains, va demander aux Africains de démontrer l'existence de résultats pour l'aide précédemment octroyée et se baser



attac

sur les résultats plus que mitigés pour rejeter la formule " plus d'aide " pour choisir celle de " plus de résultats concrets ". De plus, le peu d'aide qui pourrait être octroyée sera basée sur l'engagement d'une part, à soutenir le dogme néo-libéral d'ouverture totale des marchés, donc sans interventions de l'Etat et sans subventions octroyées aux paysans africains à l'instar de ce que ne font pas les Américains et des Européens, et d'autre part à instaurer une politique anti-corruption qui donnerait des résultats tangibles, mais surtout visibles. Gare aux boucs émissaires en Afrique et la chasse aux sorcières dans les partis politiques... C'est à cette condition que le Président George W. Bush se propose d'effectuer une visite dans quelques pays amis en Afrique en 2003 et en profitera pour assister au prochain forum sur l'AGOA (exportation de certains produits africains aux Etats-Unis sans droits de douane).

Le rock-star Bono, suite à sa tournée africaine de 10 jours en mai 2002 avec le secrétaire d'Etat Paul H. O'Neill, a donc perdu son pari d'amener l'Administration américaine à augmenter substantiellement sa contribution à l'aide du développement. Des promesses ont été faites pour augmenter légèrement sur 5 ans la contribution américaine sous forme de dons mais uniquement pour prévenir la transmission du virus VIH du sida de la mère à l'enfant, et transmettre quelques manuels scolaires. En réalité, il y a plus d'énergie dépensée pour s'assurer que les fonds seront bien utilisés, c'est-à-dire que ces fonds n'iront pas à l'encontre des intérêts américains, ni ne seront détournés au profit des réseaux qui sont au pouvoir en Afrique. En vérité, il faut savoir que les tensions au Moyen-Orient et la chute de la production des pays non membres de l'organisation des Etats producteurs de pétrole (OPEP) ont amené l'Administration américaine à reconsidérer sa stratégie et ses intérêts. Il est question d'augmenter de 15 % à 25 % l'approvisionnement en pétrole des Etats-Unis à partir d'Afrique. L'investissement dans l'industrie du pétrole africain dépassera 10 milliards de \$ EU en 2003. Près des 2/3 de l'investissement étranger direct se fera dans le secteur énergétique, pour ne pas dire pétrolier. Il fallait donc amadouer les pays avec quelques subsides pour le sida et l'éducation de surface tout en concentrant l'essentiel des actions dans le secteur présentant un intérêt stratégique pour l'Administration américaine. Il va de soi que les autres pays du G8 ne seront pas en reste d'autant plus que, dans les années à venir, tous les pays d'Afrique centrale risquent de se retrouver classés comme de " nouveaux pays pétroliers " et qu'il existe d'autres matières premières qui sont

considérées par le G8 comme des biens publics globaux.

Les Chefs d'Etat doivent représenter d'abord leur peuple

L'absence de débat sur le NEPAD avec la société africaine, le refus des dirigeants africains, au moins sur le plan sous-régional, d'aborder, de manière collective, les problèmes de la dette, de la corruption lors des attributions de travaux d'infrastructure, de la violation des droits de l'homme, et de la démocratie de façade, pour ne prendre que ces exemples, est révélateur d'un état d'esprit de type : " chacun chez soi et les chèvres sont bien gardées "...En fait, en filigrane, il ne s'agit que d'un problème sécuritaire, doublé d'un problème alimentaire. Tant que le pouvoir garantira les accès aux richesses, légalement ou par usurpation, le NEPAD, revu et corrigé par l'Occident, ne sera que le miroir déformant des volontés de la population africaine. Le G8 ne peut que se réjouir d'avaliser une telle situation qui ne gêne en rien ses objectifs et contrecarre fortement la grande ambition des véritables pères re-fondateurs de la relance de l'unité africaine aux rangs desquels le président libyen Mu'ammarr Al Kadhafi avec les Etats-Unis d'Afrique, Thabo Mbeki avec la renaissance africaine...

On se demande d'ailleurs pourquoi l'on est si pressé en Afrique de faire financer le NEPAD par ceux qui ne sont ni intéressés, ni ne veulent le financer, au point d'accepter de rajouter, à la demande occidentale, la notion de partenariat en remplacement de la nouvelle initiative africaine (Sommet du G8 de Gênes, juin 2001). Il n'est donc plus question stratégiquement d'organiser des pôles sous-régionaux et d'appuyer le développement régional sur des " locomotives économiques régionales " mais de s'organiser pour tirer le meilleur parti de l'aide occidentale. Les pays du G8 l'ont bien compris et laissent les chefs d'Etat Africains continuer à rêver quant à un hypothétique apport de fond de type plan Marshall pour le NEPAD. Quelques mesures d'accompagnement pour les budgets nationaux, sous forme de réduction partielle et partielle de la dette, non sans conditionnalités, ont permis d'ébranler l'élan collectif originel. Le NEPAD doit entrer dans une nouvelle phase de décentralisation sous-régionale, qui pourrait d'ailleurs s'organiser sous la forme d'interdépendance entre quelques Etats réellement engagés et décidés à servir d'abord l'intérêt de leur population, non sans l'appui du secteur privé épris d'éthique. L'interdépendance passe avant l'union .



attac

Priorité à la sécurité des pays occidentaux ?

Le renouveau de la renaissance africaine est un processus endogène de retour à la confiance et d'organisation de l'autosuffisance à partir de la proximité. Retarder l'avènement d'une société de confiance à l'intérieur des frontières nationales ou régionales signifie que l'on ne cherche pas à valoriser la valeur ajoutée africaine mais à offrir en pâture aux tenants du libéralisme à outrance, la fourniture de biens publics globaux que sont les matières premières et une main d'œuvre à faible coût. Il n'est donc pas question réellement de moderniser l'Afrique mais de la ponctionner. C'est donc cette logique de rente de situation qui soutient le NEPAD occidentalisé. La question qu'il faudrait poser est la suivante : Pourquoi les pays occidentaux représentés par le G8 devraient aider l'Afrique et soutenir une initiative afro-africaine ? L'Occident peut-il modifier son plan original qui consiste à entraver toute initiative afro-africaine en remodelant le NEPAD selon les objectifs stratégiques occidentaux ?

Il est question maintenant de savoir ce que les Chefs d'Etat Africains font ou ne font pas pour désamorcer les initiatives africaines risquant, sur la base du droit international, de gêner les intérêts collectifs du G8 et de ses structures-relais. Il va de soi que l'avenir d'un NEPAD occidentalisé se conjuguera selon le droit de préemption des pays jugeant que leur intérêt passe par un besoin réel ou imaginaire de sécurité de l'accès à ce qui est considéré par le G8 comme un bien public global. Pouvoir économique et histoire coloniale risquent de faire passer par pertes et profits le besoin de sécurité alimentaire et le droit à l'existence de millions d'Africains qui ne savent toujours pas ce qu'est le NEPAD dans leur vie quotidienne. C'est normal, ils n'ont jamais été consultés. Le NEPAD est devenu un nouveau partenariat pour la sécurité des pays occidentaux et quelques piètres capitalistes africains adeptes de la rente. Une réforme en profondeur du NEPAD est nécessaire. Elle se fera en marge du NEPAD occidentalisé et sans les bureaucraties transnationales. Sinon, tous les Africains sérieux sont en droit de douter du NEPAD occidentalisé. Le NEPAD doit devenir démocratique pour bénéficier de l'appui de la population, et éventuellement des bailleurs de fonds sérieux et refusant le cynisme. Il y en a quelques-uns !

Contact pour cet article. E.Amaizo@unido.org

Pour plus d'informations sur le NEPAD, voir aussi Courriel d'information n°349

Genova libera !

Par Laurent Jésover. Grain de sable.

D'un coup Emma ouvrit les yeux. Elle a des jolis yeux noisettes Emma, et une boucle de cheveux qui lui descend sur le front. Elle ouvrit les yeux et son père la comprit tout de suite. Il la sortit du landau, la berça et continua de marcher dans la foule qui à ce moment là tournait dans la rue à droite du Palazzo Ducale.

L'histoire d'Emma débute un an plus tôt, le samedi 21 juillet 2001. Francesco décida d'aller de Milano à Genova en voiture. Comme il avait des places de libre, il accepta d'y conduire Serena et Silvia qu'il ne connaissait pas. La veille, vendredi 20 juillet un jeune homme était mort, assassiné par la police en pleine rue. Carlo gisait sur le sol de la piazza Alimonda, une balle dans la tête. D'autres avaient été arrêtés violemment, on parlait aussi déjà de torture. Ils avaient trouvé cela révoltant. Comme des dizaines de milliers d'autres personnes, ils avaient réalisé que le G8 devenait leur affaire.

Aujourd'hui, Samedi 20 juillet 2002, 150 000 personnes sont de nouveau à Gênes pour un énorme cortège qui s'étire sur toute l'avenue du XX Settembre, monte vers le palais ducal, passe dans les rues et sur les places de « la Zona rossa », arrive sur le port devant la Stazione marittima où le G8 s'était réuni, et défile sur le port. Carlo vive ! crie la foule qui non seulement vient de libérer Gênes, mais qui prouve à tous les gouvernements que le sang qu'ils ont versé, le sang qui a taché les rues, les places, les maisons d'arrêt, que le sang qui a coulé n'a pas été perdu. Les mouvements italiens ont décidé de s'unir une fois de plus : syndicats, organisations, associations, tout ce qui a fait le Genoa Social Forum.

Francesco sourit à la petite Emma qu'il tient dans ses bras et qu'il commence à bercer. Serena marche à ses côtés. L'année dernière, lorsqu'ils étaient arrivés finalement à Gênes en début d'après midi, ils avaient garé la voiture et s'étaient retrouvés dans la deuxième moitié du cortège qui s'était déjà ébranlé. Peu après la police avait attaqué : chars et gaz lacrymogènes, hélicoptères. Les « forces de l'ordre » avaient coupé le cortège de 300 000 personnes en plusieurs parties et poursuivaient les gens qui commençaient à courir. Certains dans la panique se sont retrouvés bloqués devant la mer. Ils ont sauté. La police a continué de tirer dans l'eau. Les vedettes rapides sont intervenues et faisaient la chasse aux manifestants qui nageaient. Francesco et Serena se sont cachés derrière un rocher. Puis



attac

paniqués et fatigués, ils ont attendu le bon moment pour nager sous l'eau jusqu'au rivage un peu plus loin. Ils ont couru jusqu'aux cabines de plage, ont forcé une porte, sont entrés. Le bruit, les cris, les tirs se sont soudain estompés. Ils ont attendu, ont retenu leur souffle, ont tenté de percevoir si d'un coup l'une des troupes furieuses de la police n'arrivait pas pour les déloger de leur havre à coups de pieds et de matraques. Ils ont attendu, ont retenu leur souffle. Petit à petit ils ont fini par se rassurer. Puis d'un coup, là dans le noir et l'exiguïté, ils se sont reconnus et se sont aimés.

Le cortège cette année est pacifique et calme. La police est plus discrète bien que sa présence reste visible. 150 000 personnes déclarent la ville libérée, libérée du sang, libérée de la violence, libérée de la répression des gouvernements. Francesco regarde Serena. Emma vient de s'assoupir comme savent le faire les bébés, confiante, dans la musique et les chants de cette foule immense qui marche et avance.

L'équipe municipale de la ville de Gênes, contre les agressions et la répression mise en place par la police nationale et l'armée, après les événements du G8 a été réélue au premier tour haut la main. Deux de ses membres viennent du reste des mouvements du Genoa Social Forum. L'enquête parlementaire nationale qui a duré toute l'année a prouvé l'implication au plus haut niveau des dirigeants italiens dans la violence. L'enquête a aussi prouvé que les fameuses preuves trouvées par la police après avoir envahi le Media Center, l'école Diaz, dans la nuit du 21 juillet 2001, détruit tout le matériel, tabassé les personnes qui s'y trouvaient, les fameuses preuves, le cocktail molotoff et les manches de pioche, les preuves n'en sont pas : elles avaient été amenées par la police elle-même.

Le G8 s'est de nouveau réuni au Canada cette fois-ci, au milieu des montagnes. Le gouvernement canadien a interdit toute la zone à qui ne possédait pas une limousine blindée et un hélicoptère. La police a encore été utilisée pour barrer toutes les routes et tous les accès. Le G8 s'est de nouveau réuni, cette fois dans un petit village isolé, en haut de la montagne, au milieu de la forêt, à des dizaines de kilomètres de toute autre habitation dans une sorte de forteresse médiévale moderne avec des batteries anti-aériennes, l'armée, des chars. Une section de police a même été dévolue à la protection des dirigeants des 8 grandes « démocraties », contre les ours, nombreux autour du village, et qui pouvaient déranger un cocktail, effrayer les convives. Les puissants se sont de nouveau réunis

mais ils n'ont dit mot. Ils ont de nouveau déclaré que la pauvreté ce n'est pas bien. Le G8 s'est de nouveau réuni et ne s'est pas excusé.

150 000 personnes à Gênes cette année ont fait le deuil du sang pour réclamer justice. Emma s'est endormie, son père l'a bercée et sa mère a pris la petite main qui pendait. Ils ont souri. Genova libera ! Les Génois étaient nombreux dans la rue et à leur fenêtre pour soutenir et applaudir la foule qui venait de libérer la zone interdite, qui venait de remonter toutes les avenues, les places, les rues. Carlo vive ! car nous avons pu de nouveau être là, ensemble, tous présents, à la fois dans le souvenir et l'avenir.

C'est une génération qui s'est retrouvée à Gênes ce week-end. Une génération qui au travers des dizaines d'exposition, de milliers de photos, de films, qui grâce au théâtre et à la musique, qui par les débats et les conférences, une génération a avancé dans sa propre histoire pour la continuer et la poursuivre. Cette génération pour qui le facisme et la violence d'état, pour qui le meurtre, la torture et les arrestations arbitraires, cette génération pour qui les résistances et les luttes de libération n'avaient été qu'un article de journal ou quelques paragraphes dans des livres d'histoire, a voulu reconquérir les rues, les murs, la ville. Gênes est une victoire pacifique. Cette génération a repoussé le G8 parmi les ours et les montagnes et aura réussi, si Chirac continue dans son idée de video-conférence, à faire du prochain G8 un événement virtuel, inexistant, disparu et révolu.

Contact pour cet article. journal@attac.org

PS – La petite Emma aura un an l'année prochaine, fin mars. Les cartes d'anniversaire sont à envoyer à comunicazione@attac.org

Pour une autre politique énergétique et minière de la Banque mondiale

Par Campagne IFI. France.

Dans la perspective du prochain Sommet des Nations Unies sur le Développement Durable qui aura lieu du 26 août au 4 septembre 2002 à Johannesburg (Afrique du Sud), la Banque mondiale affine sa stratégie de communication et centre son discours sur la protection de l'environnement. La sincérité de ses nouveaux engagements en matière de développement durable ne saurait toutefois résister à l'analyse des faits. Depuis le dernier Sommet de la Terre à Rio en 1992, la Banque a en effet investi plus de 20 milliards de dollars dans les industries minières, pétrolières et gazières alors que dans le



attac

même temps elle ne finançait qu'une douzaine de projets liés à l'exploitation des énergies renouvelables (pour un montant à peine supérieur à un milliard de dollars). Selon les propres termes du directeur des relations extérieures de la Société Financière Internationale (organe du groupe Banque mondiale qui finance directement les entreprises), Monsieur O'Keefe, "le développement et l'exploitation des combustibles fossiles continueront de constituer un élément essentiel des programmes énergétiques de la plupart des pays en développement" .

Force est pourtant de constater que les multiples projets financés par la Banque ne participent guère au développement et à la croissance des pays du Sud. Bien au contraire, l'extraction et l'exploitation des ressources minières et pétrolières s'accompagnent pour les populations locales de nombreux bouleversements sur le plan social et environnemental (déplacements forcés, déstabilisation des structures sociales locales, destruction d'écosystèmes, pollution, violation des droits humains, corruption, dégradation de la santé, alimentation des conflits armés...). D'autre part, la production des secteurs miniers et pétroliers systématiquement tournée vers l'exportation, ne profite qu'aux pays du Nord, gros consommateurs d'énergies fossiles. Les pays d'accueil de ces grands projets d'extraction restent pour leur part dans l'incapacité de fournir à leurs populations un accès généralisé à l'énergie de base. Quant aux profits générés, ils ne sont que très rarement réinvestis sur place. La grande majorité se trouve au contraire accaparée par les multinationales qui rapatrient leurs bénéfices vers les marchés financiers des pays du Nord.

De plus, l'exploitation des industries extractives aggrave le changement climatique, menace planétaire dont les premières victimes sont là encore les plus pauvres du Sud!

Ainsi, pour permettre aux pays du Sud de satisfaire leurs besoins en énergie tout en oeuvrant pour un développement durable respectueux des droits humains, la Banque mondiale doit réviser de manière fondamentale les modalités de son implication financière dans le domaine des énergies fossiles et des industries minières. C'est la raison pour laquelle Agir ici, l'AITEC et le CRID en partenariat avec les Amis de la Terre, Greenpeace et le Réseau Action Climat - France, ont lancé depuis mars 2002 la campagne citoyenne "Avec la Banque mondiale: ça carbure au Nord, ça chauffe au Sud". Dans le cadre de cette campagne soutenue par une quarantaine d'associations françaises, les citoyens sont invités à adresser des cartes postales aux décideurs

ciblés (Premier ministre français, président de la Banque mondiale, administrateur pour la France à la Banque mondiale) afin de les interpeller sur l'insuffisance de la politique énergétique actuelle de la Banque. S'inscrivant dans la continuité de l'appel mondial lancé en l'an 2000 par les Amis de la Terre International, la campagne française identifie trois axes de réformes indispensables. La Banque mondiale, dans le secteur des énergies fossiles et des industries extractives, doit :

- s'interdire de financer tout projet en cas de désaccord des populations concernées. L'exploration et l'extraction de pétrole, de gaz et de minerais doivent également être formellement exclues de toute zone particulièrement sensible (concept de "no go zones") : territoires de peuples autochtones, écosystèmes fragiles et zones riches en biodiversité, zones marines précieuses ou forêts primaires, zones où la compétition pour le contrôle des revenus générés par ces projets peut provoquer ou aggraver les tensions armées.

- reconnaître sa responsabilité pour les dommages infligés et procéder à des réparations à la hauteur du préjudice. Ce concept de réparation doit s'accompagner de mesures préventives. Cela implique la création d'une véritable structure indépendante d'évaluation, externe à la Banque mondiale. Elle devrait inclure dans son champ de compétence les aspects sociaux et environnementaux des projets et programmes de la Banque mondiale et être assortie d'un mécanisme de recours permettant aux populations affectées de défendre leurs droits. Cette instance de recours pourrait être placée sous l'égide des Nations Unis.

- rediriger ses financements vers les énergies renouvelables et en faveur des populations les plus pauvres.

Après trois mois de campagne, plus de 12500 personnes se sont déjà mobilisées pour soutenir les objectifs affichés. De nombreux autres citoyens devraient les rejoindre dans cette action qui se prolongera jusqu'à l'ouverture du Sommet mondial de Johannesburg. Outre cette forte participation, la campagne a provoqué de nombreuses réactions des décideurs. Si certains représentants de la Banque mondiale tel que M. O'Keefe, ont clairement affiché leur opposition aux recommandations formulées, l'administrateur français, M. Duquesne, a en revanche marqué un vif intérêt à leur endroit et a invité les représentants de la campagne à se manifester auprès des responsables de l'EIR (Extractive Industries Review). Confrontée à une mobilisation générale, la Banque mondiale s'est en effet



attac

engagée dans un processus de révision de sa politique en matière d'industries extractives. Ce processus mené par l'EIR doit être l'occasion de changements importants. Cependant, de nombreux précédents incitent à la prudence quant aux conclusions de cet examen, prévues pour juin 2003. La Banque mondiale a en effet pour habitude de lancer de grands processus d'évaluation sans au final en intégrer les conclusions. Récemment, l'initiative SAPRI sur l'ajustement structurel, ou la commission mondiale des barrages en ont fait l'amère expérience.

On peut ainsi se demander comment les conclusions de la dernière consultation régionale de l'EIR qui s'est tenue à Budapest du 18 au 22 juin 2002 seront prises en compte par le groupe Banque mondiale. Ces conclusions sont pourtant sans équivoques : les projets miniers, pétroliers et gaziers financés par la Banque mondiale ne répondent pas aux objectifs de lutte contre la pauvreté et ne s'inscrivent en aucun cas dans une stratégie de développement durable.

Dans ce contexte de réforme, la réflexion et l'expertise produites par les organisations qui composent la campagne française sont particulièrement cohérentes et peuvent inciter la Banque mondiale à procéder aux ajustements qui s'imposent. La récente rencontre organisée entre les membres de la campagne française et le responsable de l'EIR, le Dr Emil Salim, a permis de mesurer l'intérêt que ce processus de révision peut porter à certains objectifs affichés comme la mise en œuvre de "no go zones".

A quelques semaines du Sommet de Johannesburg, il est temps plus que jamais d'intensifier notre mobilisation dans le cadre de cette campagne afin que la Banque mondiale, dix ans après les promesses non tenues de Rio, revoie enfin sa politique de financements des industries extractives et réoriente ses priorités vers les énergies renouvelables.

Contact pour cet article ifi@agirici.org

Notes : Vous pouvez vous procurer cette campagne à Agir ici, 104 rue Oberkampf - 75011 Paris. Pour de plus amples informations : www.globenet.org/ifi

Sommet mondial du développement durable de Johannesburg : Des signes avant-coureurs peu encourageants

Par Agnès Sinaï

S'il se poursuit au rythme actuel et s'il se généralise à la planète entière, le mode de développement des sociétés industrielles met en péril la biosphère. Le changement climatique, lié au réchauffement de l'atmosphère, n'est pas un scénario de science-fiction mais un ensemble de phénomènes appelés à s'amplifier. La désertification s'étend : si elle n'est pas enrayerée, en Afrique, quelque 60 millions de personnes quitteront la région sahélienne pour des lieux moins hostiles au cours des vingt prochaines années, selon Kofi Annan. La déforestation s'est globalement accrue de 2,4% depuis 1990. En Indonésie, ce sont 40% des forêts qui ont été abattues entre 1950 et 2000. En Afrique, 52,6 millions d'hectares de forêts ont disparu, soit 0,7% du couvert forestier global. Selon le dernier rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement, plus de 70% des surfaces émergées pourraient être affectées par les effets de la construction des routes, des industries extractives, la construction des villes et autres grands équipements dans les trente prochaines années, à moins que des mesures ne soient prises d'urgence. Plus de la moitié des habitants de la planète pourraient vivre dans des zones souffrant de stress hydrique grave en 2032, " si les forces du marché continuent à avoir la haute main sur l'évolution de la situation politique, économique et sociale mondiale " .

Les pays du Sud aspirent légitimement à une amélioration de leur mode de vie, mais leur insertion dans la globalisation économique se fait au détriment de leur ressource la plus précieuse qu'est leur patrimoine environnemental. A court terme, ils seront les premières victimes des désordres écologiques mondiaux, à commencer par le changement climatique. Le modèle économique dominant, pour l'heure centré sur la libéralisation du commerce, reste à repenser sur la base de valeurs autres que purement commerciales. C'est bien le sujet théoriquement central du sommet de Johannesburg : transformer les modes de production et de consommation, confiner le commerce plutôt qu'en faire le seul vecteur de la mondialisation. Désormais, la contradiction est patente entre les impératifs de rentabilité à court terme exigés par une finance planétaire toujours plus vorace, et les processus d'anticipation responsable du long terme. Cette contradiction, toujours plus perceptible, fait craindre que le sommet de Johannesburg ne soit davantage le théâtre de stratégies d'évitements que l'occasion de relancer les décisions prises il y a dix ans à Rio. Trop rares sont les voix qui s'élèvent pour dénoncer l'antinomie entre la marchandisation du monde et la mise en œuvre



attac

des conditions nécessaires à garantir la viabilité planétaire.

A Johannesburg, le prochain sommet de la Terre pourrait échouer à conforter le développement durable comme paradigme de transformation économique, sociale et écologique. Pire, l'acquis de Rio pourrait être détourné par les acteurs du secteur privé, qui, en l'absence de toute définition de critères et hors de tout cadre politique, en adopteraient la rhétorique plutôt que la mise en oeuvre grâce aux accords dits de type 2.

CROISSANCE DURABLE, DEVELOPPEMENT INSOUTENABLE : AMBIVALENTES PREMISES DE JOHANNESBURG

L'ampleur de la crise écologique mondiale manifeste le caractère structurellement insoutenable des modes de développement économiques actuels : la croissance se fait au prix d'une grave et irréversible détérioration de la biosphère. Le compte à rebours est enclenché, mais l'irrésolution politique semble prévaloir sur l'urgence des décisions à mettre en œuvre. De Rio à Johannesburg, la route est semée d'embûches et, en matière d'engagements écologiques, la manœuvre en marche arrière est plus fréquente que la détermination à aller de l'avant. En témoignent une série de négociations récentes, qu'il s'agisse de la dernière conférence sur les changements climatiques à Marrakech (Maroc) en novembre 2001, de la conférence de Monterrey sur le financement du développement en mars 2002, du G8 environnement, réuni au Canada, dans les Rocheuses - à l'abri des manifestations - en avril dernier, et en juin, à Bali -loin des agitations de la capitale indonésienne - de la dernière réunion de la commission préparatoire, en vue de l'élaboration de la déclaration finale des 180 pays réunis à Johannesburg. Il ressort en effet de l'ensemble de ces étapes que les instruments du développement durable sont petit à petit réduits à une peau de chagrin, au profit d'appels en faveur d'une " croissance durable " dont les termes n'impliquent aucune transformation structurelle des modes de production et de consommation préjudiciables à la planète, donc à l'humanité elle-même. A fortiori, l'esprit de la conférence de Doha (Qatar), où s'est tenu en novembre 2001 le dernier sommet de l'Organisation mondiale du commerce, semble prendre le pas sur l'esprit de Rio : le développement durable est insensiblement (mais inéluctablement ?) confié à la libéralisation des marchés. Si la gouvernance est inscrite à l'ordre du jour, elle s'oriente davantage dans le sens d'une polarisation du développement durable vers la mondialisation que dans le sens inverse : celui

d'une mondialisation au service du développement durable.

Le protocole de Kyoto en panne de ratification

Le protocole de Kyoto a été adopté le 10 novembre dernier à Marrakech (Maroc), sans les Etats-Unis. La conférence de Marrakech a conforté le système de l'observance, c'est-à-dire les mécanismes de contrôle et de sanctions qui inciteront les pays à respecter leurs engagements, mais le lien entre l'observance et l'éligibilité au marché des permis d'émission s'est affaibli.

Mais c'est principalement sur les puits de carbone que les négociateurs ont dû faire des concessions substantielles au groupe des pays de l'Ombrelle (Australie, Canada, Japon, Russie), alors que la séquestration de CO2 par des plantations d'arbres, ou des activités agricoles, reste un sujet qui divise la communauté internationale, politique et scientifique. A Marrakech les négociateurs ne sont pas parvenus à conditionner l'éligibilité aux mécanismes du protocole à la qualité des inventaires de comptabilisation des puits. En outre, la Russie a obtenu le quasi doublement de la comptabilisation de ses puits dans les crédits d'émission mais n'a toujours pas ratifié le protocole. L'Australie, également très active dans le lobbying en faveur des puits de carbone, a annoncé en juin dernier son intention de ne pas ratifier le protocole, malgré les concessions accordées à Marrakech. Le gouvernement fédéral du Canada est en butte aux pressions exercées par deux Etats producteurs de pétrole, l'Ontario et l'Alberta, qui expliquent ses réticences à ratifier. Enfin, les négociateurs ont quitté Marrakech sans parvenir à élaborer une déclaration finale sur un programme planétaire de promotion des énergies renouvelables en vue du Sommet de Johannesburg.

La conférence de Monterrey (Mexique) sur le financement du développement (mars 2002)

Dans la logique de la préparation de Johannesburg, on aurait pu s'attendre à ce que le sommet de Monterrey se préoccupe de relancer l'aide publique mondiale au développement durable. Or le consensus de Monterrey aura principalement consisté en un appel en faveur de la relance du développement par le commerce plutôt qu'en une résolution comportant des engagements précis et datés de la part des signataires en faveur de l'aide au développement soutenable. Etape importante sur la voie de Johannesburg, le consensus de Monterrey ne s'attache pas à fixer les termes d'un développement durable fondé, par exemple, sur



attac

des mécanismes de redistribution au niveau mondial, mais du développement tout court, grâce à " un nouveau partenariat entre les pays développés et les pays en développement ". Le commerce international est mis en avant " en tant que moteur du développement ", d'autant plus fortement que " les attaques terroristes du 11 septembre 2001 n'ont fait qu'aggraver le ralentissement de l'économie mondiale, en abaissant encore les taux de croissance. Il est donc particulièrement urgent à ce stade que tous les acteurs collaborent étroitement afin de favoriser une croissance économique soutenue " (§5). Cette position, calquée sur l'interprétation étasunienne du développement, a permis à la délégation américaine d'affirmer sans complexes que la lutte contre le terrorisme était un aspect de sa politique en faveur du développement durable, et de continuer à comptabiliser l'aide militaire dans son aide au développement. Au final, la conférence de Monterrey aura servi de décor à une querelle de chiffres entre Etats-Unis et Union européenne sur le montant de l'aide publique au développement, les Etats-Unis annonçant 5 milliards de dollars par an d'aide supplémentaire pendant trois ans (ce qui est peu, relativement au budget américain de la défense : 45 milliards de dollars par an), l'Union européenne augmentant sa contribution à l'APD de 7 milliards d'euros par an pendant trois ans pour atteindre péniblement l'objectif de 0,39% du PIB (Rio le fixait à 0,7%), tandis que Kofi Annan en appelait au doublement de l'APD, soit une augmentation nécessaire de 50 milliards de dollars par an. Trop divisé et soucieux de ses liens commerciaux avec les pays du Nord, le groupe des 77 n'aura émis aucun communiqué significatif. Monterrey n'aura pas été l'occasion, pour le Sud, de faire émerger un groupe de non alignés. Qu'ils soient membres de l'OPEP ou du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) animé par l'ancien directeur du FMI, Michel Camdessus, les pays du Sud n'ont pas manifesté de réaction à l'égard de l'hypocrite charité proposée par le Nord, à quelques rares voix discordantes près.

Juin 2002 : échec de la conférence de Bali (Indonésie)

Réunie du 24 mai au 7 juin 2002 à Bali, la quatrième et dernière commission préparatoire des Nations unies avant Johannesburg devait adopter un " Plan d'action pour le développement durable ", en négociation depuis six mois sous la bannière des Nations Unies. Dernière étape préparatoire avant le sommet de Johannesburg, la conférence de Bali s'est terminée le 7 juin dernier sur un échec, au terme de deux semaines de négociations d'autant plus surréalistes qu'elles se

déroulaient dans les décors somptueux de l'hôtel Sheraton, au bord de l'océan indien. Les représentants des quelque 173 gouvernements présents n'ont pu ouvrir le texte en discussion sur de véritables engagements, chiffrés et datés, en faveur du développement durable dans tous les domaines. Au départ, le " plan d'action " proposé par la présidence, tenue par l'Indonésien Emil Salim, proposait un catalogue de paragraphes proposant des orientations plutôt que des engagements sur chaque sujet. Le caractère incantatoire du texte initial pouvait à ce stade se justifier, laissant toute latitude aux négociateurs pour resserrer le texte. A l'arrivée, ce même " plan d'action " n'avait pas perdu son caractère intemporel : il restait dépourvu de calendrier et de dates butoir, laissés entre parenthèses. Autant de points en suspens qu'on retrouvera sur la table des négociations de Johannesburg, autant d'échéances qui pourraient être reportées sine die. Qu'il s'agisse de mettre en œuvre des plans d'action nationaux pour des modes de production et de consommation " durables ", d'accélérer la reconnaissance du principe de précaution, de garantir l'accès à l'eau d'ici à 2015, de débloquer des moyens pour la protection de la biodiversité et de prendre des engagements en faveur du partage équitable des ressources génétiques, les pays n'ont pu se mettre d'accord sur des mesures concrètes, voire ont formulé des propositions régressives par rapport aux Conventions issues de Rio. Sur le protocole de Kyoto, l'Australie a adopté une stratégie d'intimidation en profitant de la conférence de Bali pour faire savoir qu'elle ne le ratifierait pas. En revanche, le principe de l'objectif des 15% des besoins énergétiques couverts par les renouvelables a été retenu à l'issue d'après discussions. En ce qui concerne l'agriculture, aucun coup d'accélérateur n'a été donné en faveur des filières biologiques. Toute conditionnalité environnementale en ce domaine était perçue comme une forme potentielle de protectionnisme par les Etats-Unis sur ce point appuyés par les pays du Sud, rassemblés sous la bannière hétéroclite du G77. La question de l'avenir de l'utilisation des OGM est restée dans le flou.

" APRES MOI LE DELUGE ", OU L'ETERNITE PAR LES MARCHES

Dix ans plus tard, force est de constater que les négociateurs de l'ONU sont bien en peine de faire renaître l'enthousiasme de l'esprit de Rio, malgré les exhortations de Kofi Annan. Entre temps, la mondialisation de l'économie s'est poursuivie, grâce à l'ouverture des marchés orchestrée par la puissante Organisation mondiale du commerce (OMC), née en 1994. La naissance de cette



attac

nouvelle institution mondiale, depuis Rio, modifie considérablement la donne : qu'il s'agisse du consensus de Monterrey ou du plan d'action de Bali, les textes de Nations Unies ne manquent pas de faire référence à la conférence de Doha. Johannesburg est-il le sommet de Rio + 10, voire de Stockholm + 20 ? Ou s'agira-t-il de Doha + 1 ? Cette dernière option, loin d'être invraisemblable, signifierait purement et simplement l'enterrement en grande pompe du développement durable.

Les accords du deuxième type, objet juridique non identifié

Les accords ou " partenariats " de type 2 sont contractualisés entre secteur privé et administration, à partir d'engagements en faveur du développement durable de la part des entreprises volontaires. Ces accords sont complémentaires aux accords de type 1 visés par les conventions des Nations Unies, théoriquement contraignantes. A Bali, nombre d'observateurs se sont inquiétés du manque de définition de critères d'encadrement précis de ces " types 2 ". Pour le moment, ils ne sont pas assortis des labels censés être délivrés par la Commission du développement durable de l'ONU : les Etats-Unis et le Japon, appuyés par l'Australie et le Canada, s'y sont opposés à Bali, au motif que des contraintes décourageraient les initiatives, freinant ainsi la marche du secteur privé vers le développement durable. C'est ainsi que les Etats-Unis ont déclaré que des partenariats dans le domaine de l'agriculture pourraient inclure la promotion des OGM.

LES PRIORITES POUR JOHANNESBURG :
RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE,
TRANSFORMATION DES MODES DE PRODUCTION
ET DE CONSOMMATION

A Johannesburg, il faut réaffirmer que la croissance économique doit être découplée du développement insoutenable. Les accords de type 2 devraient servir à relancer l'adoption des accords multilatéraux sur l'environnement (AME), donc n'être contractualisables qu'avec les pays signataires de ces accords multilatéraux. Il ne serait donc pas possible, dans le domaine de l'énergie par exemple, de passer des partenariats avec les administrations des pays n'ayant pas ratifié le protocole de Kyoto. Idem pour l'agriculture : les partenariats devraient impliquer la reconnaissance du protocole de Carthagène sur la biosécurité ; pour les forêts, la convention sur la biodiversité, etc.

A Johannesburg, les gouvernements doivent s'engager à mettre en oeuvre, sous dix ans, un

programme d'action pour la mise en oeuvre de modes de production et de consommation soutenables et équitables.

A Johannesburg, les gouvernements doivent adopter un programme mondial en faveur des énergies renouvelables, centré sur l'accès à l'énergie dans les pays du Sud.

A Johannesburg, on attend des engagements en faveur de l'accès à l'eau et l'assainissement en vue de réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre d'individus privés de cette ressource.

A Johannesburg, les gouvernements doivent se résoudre à la protection des forêts, et prendre des mesures financières telles que prévues par la convention sur la biodiversité.

A Johannesburg, il faut mettre en place un cadre imposant la responsabilité environnementale des entreprises d'ici à 2005, et réaffirmer notamment, le principe de précaution comme préalable à toute activité commerciale.

Rio était déjà à la croisée des chemins : l'Agenda 21 ne proposait-il pas, dans son premier " domaine de programme ", de " promouvoir de le développement durable par le commerce " ? Force est de constater qu'en dix ans, ce nouveau " cercle vertueux de la croissance " prônant l'enchaînement de la libéralisation du commerce, de l'augmentation des revenus, de la protection de l'environnement et du développement soutenable, n'a pas produit les effets escomptés. L'empreinte écologique du monde riche sur la biosphère s'est accrue, sans qu'une allocation équitable et soutenable des ressources ait été mise en place.

Ainsi, du consensus de Washington des années 80 à la conférence de Doha de 2001, le début du troisième millénaire est encore coïncé dans les représentations mythifiantes du débridage du libre échange comme promoteur d'une planète capable de soutenir l'humanité. C'est bien avec cette cécité qu'il faut rompre, en mettant en perspective les constats et les concepts, et en désenclavant ces derniers des croyances périlleuses qui les portent plus que jamais. Il n'est pas exclu qu'à Johannesburg, le paradigme désormais ambigu de développement durable ne suffise plus à dévoiler l'urgence des enjeux.

Contact pour cet article. Secrétariat d'ATTAC France attacfr@attac.org



attac

(*) cooditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.